Numérisation CERMTRI

N° 371 — 9 Septembre 1955 — « PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » — HEBDOMADAIRE - 20 fr.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION - ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr. Etranger 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

Presque chaque semaine, la police convoque les responsables de LA VÉRITÉ.

Malgré les saisies, malgré les poursuites, « LA VÉRITÉ » continue de paraître. Vous la trouverez tous les vendredis dans les kiosques... ou mieux : ABONNEZ-VOUS

"ILS" mobilisent les jeunes, "ILS" refusent nos revendications

MANIFESTONS TOUS ENSEMBLE

LES grandioses combats libérateurs menés par les peuples algérien et marocain frappent le cœur même du dispositif de l'impérialisme, tandis que la puissante marée des revendications ouvrières en France prélude à l'ouverture du deuxième front de la lutte contre le gouvernement de misère et de répression.

∴

La bourgeoisie française, assaillie de toutes parts, telle une bête féroce blessée, lance des ruades désordonnées qui continuent à faire le mal. Des centaines de milliers de familles vivent dans l'angoisse depuis le rappel et le maintien des jeunes sous l'uniforme, expédiés à la mort pour les profits de ceux qui exploitent, oppriment, ensanglantent l'Afrique du Nord.

Traqués par les combats engagés pour la satisfaction de légitimes revendications ouvrières, le gouvernement ruse et manœuvre, sans oublier d'envoyer ses CRS assassiner le jeune ouvrier du bâtiment Jean Rigollet. Le recours à la force la plus cynique, la plus brutale, doublé de la recherche éperdue d'un répit, traduisent l'affolement d'une classe déchirée par ses contradictions.

Chaque geste accompli par le gouvernement Faure aggrave la crise. Le rappel ou le maintien des jeunes sous l'uniforme déclenché dans tout le pays une vague d'indignation et de colère qui rejoint la colère des ouvriers, las de l'exploitation et de la misère.

Entre deux déclarations sanguinaires de généraux bornés, M. E. Faure doit se résigner à solliciter du sultan, dont on avait dit pis que pendre, quelque répit au Maroc. En même temps il poursuit, élargit et aggrave la répression et la guerre en Algérie, multipliant les arrestations, en France même, de travailleurs algériens. De plus en plus, en Algérie comme au Maroc ou en Tunisie, le gouvernement doit reconnaître, par l'ampleur même qu'il donne à sa répression, qu'il a contre lui tout un peuple uni pour retrouver sa liberté.

∴

Mais en France même, c'est aussi tout le peuple uni qui se dresse aujourd'hui contre le gouvernement de la répression, de la misère et de la guerre. Les travailleurs ne luttent plus seulement pour améliorer leurs salaires. Les vains efforts des organisations syndicales pour maintenir des « revendications raisonnables », pour négocier des compromis, achoppent devant la volonté puissante que « ça change un bon coup » ! La classe ouvrière dresse des revendications décisives, visant à rétablir un pouvoir d'achat décent. Et elle sait qu'elle a la force d'imposer ses solutions à la bourgeoisie.

C'est pour que « ça change un bon coup » que les ouvriers de Saint-Nazaire, de Nantes, d'Albi, de Cholet et de mille et mille coins de France se sont mis en marche. En rangs serrés, de toutes les villes et de tous les villages, ils marchent vers les préfectures et les bureaux des patrons ; demain, vers le bureau du super-patron, de cet Etat derrière lequel se réfugient les bourgeois apeurés, de ce gouvernement des CRS et des prisons — vers l'Hôtel Matignon, pour imposer « leur » gouvernement !

Jean PERRIN.

Demain à Matignon...

SORTIS des différentes usines et des différents chantiers de la ville, 15.000 ou 20.000 ouvriers ont occupé les rues.

Leur masse a entouré le siège du syndicat patronal plaçant les discussions de salaires sous leur contrôle direct.

Un cortège s'est dirigé vers la prison et la préfecture donnant une impression de force et de détermination.

Ce qui s'est passé à Nantes, s'était passé à St-Nazaire, s'est renouvelé à Albi, au Mans, à Cholet et ne tardera pas à se produire dans toutes les villes de France.

Après des mois de promesses et de discussion sans résultats sur la remise en ordre des salaires, les ouvriers décidés à obtenir tout de suite quelque chose ont trouvé spontanément le moyen efficace :

La manifestation de masse.

Tous dans les bureaux de la direction.

Tous au syndicat patronal.

En parcourant les rues le cortège grandit. Les travailleurs des autres entreprises suivent ceux qui ont déclenché le mouvement.

Dans la manifestation de masse disparaissent les craintes éprouvées pour démarrer une lutte revendicative isolée au sein de l'atelier ou de l'usine.

On ne s'interroge pas pour savoir si les autres seront d'accord et s'ils sont prêts à débrayer par roulement. Dans la rue au coude à coude on voit avec certitude que tout le monde est décidé à la lutte. Pas de problème pour choisir la revendication. Un seul cri suffit : Nos 40 fr. Il sort de 20.000 bouches à la fois. Pas un syndicat n'ose s'opposer à la manifestation et l'unité d'action est réalisée dans le cortège.

Dès maintenant les manifestations de masses ont, partout où elles ont eu lieu, permis aux ouvriers d'obtenir en un ou deux jours 20 fois plus que ce qu'avaient rapporté toutes les délégations, pétitions ou grèves tournantes.

La férocité des CRS, qui sont chargés de s'opposer aux manifestations de rues, montre à quel point les patrons et leur gouvernement ont peur de cette forme d'action.

Le courage et l'initiative qui se manifestent contre les forces de répression, montrent aussi comment les travailleurs prennent conscience de leur force et du rôle qu'elle joue.

Dans ces combats apparaît et se développe une parfaite compréhension politique.

Patrons, gouvernement, préfets et CRS, c'est un seul corps ennemi.

Pour obtenir les 40 fr. il faut chasser les CRS et rester maître de la rue, il faut bloquer la préfecture. Tout ça se tient, pensent les ouvriers qui manifestent.

Et ils ont raison.

Pour obtenir des meilleures conditions d'existence.

Pour empêcher le départ des jeunes français pour la sale guerre d'Afrique du Nord.

Pour la défense des libertés.

Il faut dans toutes les villes des manifestations puissantes.

Il faut à Paris que des centaines de milliers de travailleurs se rassemblent devant le Parlement et le siège du gouvernement pour obtenir que ça change et tout de suite.

PIERRE LEROUX.

Face au peuple marocain
Impuissance et manœuvres

LONGTEMPS les hommes politiques français ont essayé de se persuader qu'il pouvait y avoir un quelconque répit au Maroc en dehors du retour de Ben Youssef sur le trône.

Aujourd'hui encore, grandes et petites manœuvres se succèdent pour tenter d'éviter un geste qui prendrait l'aspect d'une victoire éclatante du mouvement national marocain. Mais le fragile échafaudage péniblement bâti à Aix-les-Bains reste finalement suspendu aux décisions du déporté d'Antsirabé : les généraux braillards et excités ne peuvent empêcher que la puissante République française soit à la merci du souverain déporté !

Telle est la force du mouvement national qui a uni tout un peuple dans la lutte. Les répressions, les ratissages, les violences n'ont fait que durcir la volonté de libération du peuple marocain et aujourd'hui l'équipe des brutes galonnées, de Juin aux Franchi et Miquel en passant par Boyer de La Tour, peut seulement constater avec dépit son impuissance.

Rien ne sera définitif au Maroc tant que Sidi Mohammed ben Youssef ne sera pas rétabli sur le trône. Rien ne sera définitif tant que l'indépendance totale du Maroc ne sera pas reconnue. Pendant un certain temps encore, E. Faure peut manœuvrer, de date en date, pour éviter les seules solutions : elles finiront par s'imposer.

Mais l'affaire marocaine présente un autre aspect, mineur sans doute, mais non moins significatif de la décomposition de l'appareil politique bourgeois. Terrain de lutte pour les groupes d'affairistes et de politiciens à leur solde, la question marocaine a été ces dernières semaines le champ clos où se sont combattus à armes mouchetées, E. Faure et Mendès.

On sait que notre moderne Mirabeau, P. Mendès-France a fixé comme objectif audacieux à ses partisans la conquête... du Parti radical dont le congrès prochain doit décider l'orientation électorale.

Dans l'affaire marocaine, la politique de Mendès est la même que la politique Faure : l'un et l'autre ont affirmé à maintes reprises leur volonté de sauvegarder la présence française (c'est-à-dire les intérêts économiques et financiers français au Maroc) et leur refus du rétablissement de Ben Youssef.

L'opposition entre eux est purement manœuvrière : Granval dans sa lettre à Coty comme « L'Express » dans ses articles, reprochent seulement à Faure de s'être mis dans la situation de régler la question du trône dans les plus mauvaises conditions pour la France. Ceci, dit le journal de Mendès, parce que l'alliance de Faure avec les modérés le conduit à une paralysie fatale pour la sauvegarde des intérêts français tandis qu'une majorité Mendès (c'est-à-dire avec les voix du PS et du PC) eut permis de faire la même politique dans de bien meilleures conditions — Mendès se faisant fort d'obtenir dans ce cas l'accord préalable des nationalistes marocains et du sultan, comme, en Tunisie, il obtint l'accord du Destour.

Finalement d'ailleurs, sur le plan purement politicien qui est l'essentiel de leurs préoccupations, c'est E. Faure qui marque des points — d'où la hargne des supporters de Mendès à son égard. L'habile maquignon est bien parti pour jouer le « troisième homme » au congrès radical et se préparer de nouvelles présidences.

∴

Dans tout cela les intérêts du peuple français et du peuple marocain entrent pour bien peu ! La répression de plus en plus large et aveugle, l'utilisation des jeunes du contingent, rappelés ou maintenus, le bain de sang des ratissages, tel est le fonds sinistre sur lequel ces messieurs continuent à broder leurs petites combines, jusqu'au jour où la colère du peuple balaiera tous les politiciens !

JEAN PERRIN.

Vague de grèves en Europe Occidentale

AUX grandioses luttes de Saint-Nazaire et de Nantes répondent les actions entreprises par les travailleurs des autres pays d'Europe.

Partout, la classe ouvrière se lève pour défendre ses conditions de vie, partout elle se prépare à des batailles décisives avec une détermination et une force qui crèvent l'effroi parmi les couches dirigeantes. Ni le mouvement insurrectionnel de juin 1953 en Allemagne orientale, ni la grève générale d'août 53 en France n'étaient des « accidents ». Ces mouvements étaient de grands combats dans le cadre d'une lente mais irrésistible offensive que continuent les luttes actuelles. Luttes qui apportent un cinglant démenti à tous ceux qui ne voulaient voir dans la classe ouvrière qu'une masse de manœuvre, manée par des appareils au service de blocs rivaux, incapable sans « chefs généraux » de s'attaquer au régime capitaliste.

Il est nécessaire de s'arrêter aux dernières actions menées par la classe ouvrière, pour souligner leurs points communs et comprendre qu'elles sont la promesse de luttes plus importantes encore.

En Angleterre, le gouvernement conservateur tremble devant la poussée ouvrière et l'avoue, le journal des financiers britanniques, « L'Economist » du 20 août disant qu'un important facteur de perturbation de l'économie anglaise est la volonté des ouvriers anglais de voir à nouveau augmenter leurs salaires, alors qu'il y a six mois à peine il avait déjà fallu leur céder. Stimulée par l'exemple des cheminots, par l'extraordinaire lutte des dockers, l'ensemble de la classe ouvrière anglaise met en avant des revendications qui détruiraient, si elles étaient obtenues, le précaire équilibre de l'économie britannique. Et les syndicats officiels, si « réalistes », partisans de revendications modérées, contre qui ont lutté et les dockers et les cheminots ne peuvent plus opposer un barrage efficace aux exigences des travailleurs. Après la lutte des dockers qui a désorganisé la vie des ports anglais pendant des mois, après cette lutte menée avec une fermeté exemplaire contre les employeurs, et contre la bureaucratie syndicale, le prestige de la bourgeoisie anglaise est qu'elle sait que les revendications des ouvriers ne s'arrêteront plus à une limite « raisonnable ».

Et maintenant c'est en Allemagne que la classe ouvrière se dresse contre ses exploiteurs malgré les efforts de la bureaucratie syndicale.

A Hambourg, aux vieilles traditions révolutionnaires, les 11.000 ouvriers des chantiers navals sont en grève, en dépit du désaveu de leur syndicat, réclamant une indemnité de vie chère de 50 marks. Les ouvriers ont élu un comité de grève, et lorsque les patrons les ont lock-outés, loin de se laisser intimider ils ont organisé une puissante manifestation en ville.

Pour comprendre la détermination des ouvriers allemands, il faut connaître la législation du travail en

(Suite page 2.)

Servin : « Peser plus fort sur le gouvernement »

« L'INDICE de toute révolution est une rapide élévation du nombre des hommes aptes à la lutte politique parmi les masses laborieuses et opprimées, jusque là apathiques ». Ainsi s'exprimait Lénine. Qui ne voit qu'aujourd'hui en France cette définition d'une situation révolutionnaire, s'applique pleinement.

Partout se multiplient les luttes revendicatives. Les travailleurs ne revendiquent plus seulement un réajustement plus ou moins limité de leurs salaires. Ils revendiquent des augmentations qui au fur et à mesure où les grèves s'étendent, deviennent plus importantes : hier 40 francs à Nantes, 50 francs à Lorient, et même si nous en croyons le rapport de Marcel Servin à l'assemblée de la région parisienne du P.C.F. du 20 août : « 500 francs par heure, pour un O.S., c'est-à-dire 130 à 140 francs d'augmentation par heure ». Et surtout la grève n'est pas la seule forme de la lutte.

L'action dresse les ouvriers directement contre le pouvoir d'Etat : au cours de manifestations massives, des ripostes aux attaques des CRS, elle va parfois, comme à Albi, jusqu'à l'investissement des préfectures.

En même temps, les peuples d'Afrique du Nord se dressent pour leur indépendance, et il s'en faudrait de bien peu que le maintien du contingent libérable et le rappel des réservistes sous les drapeaux, décrétés par le gouvernement, pour faire face à la situation, se retournent contre lui.

Au lendemain d'août 53, M. Mendès-France avait déjà déclaré : « Nous sommes en 1788 ». Aujourd'hui la situation est telle qu'un journal comme *L'Aurore* trouve « les revendications des travailleurs de la R.A.T.P., pleinement justifiées », que *La Vie française*, organe de la Bourse, va jusqu'à écrire : « De Saint-Nazaire à Nantes, l'agitation gagne peu à peu en provinces. C'est Albi, Toulon, Angers, Dunkerque. Le Havre qui sont touchés. Paris attend que tous les métallurgistes soient rentrés... Les agitateurs (sic) savent

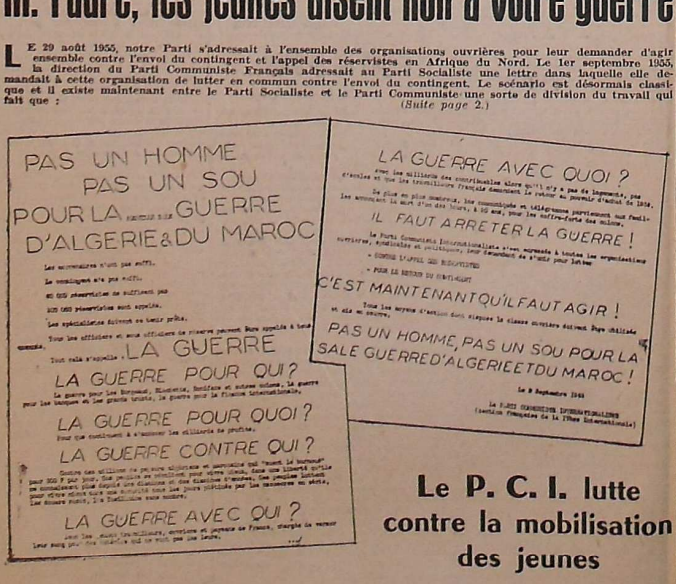
Stéphane JUST.

(Suite page 2.)

M. Faure, les jeunes disent non à votre guerre

LE 29 août 1955, notre Parti s'adressait à l'ensemble des organisations ouvrières pour leur demander d'agir ensemble contre l'envoi du contingent et l'appel des réservistes en Afrique du Nord. Le 1er septembre 1955, la direction du Parti Communiste Français adressait au Parti Socialiste une lettre dans laquelle elle demandait à cette organisation de lutter en commun contre l'envoi du contingent. Le scénario est désormais classique et il existe maintenant entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste une sorte de division du travail qui fait que :

(Suite page 2.)



Le P. C. I. lutte contre la mobilisation des jeunes

LA REVUE TROTSKYSTE

Les « Cahiers Rouges »

Juin-Juillet 1955 est parue.

Au sommaire :

I Article Editorial.
II Daniel RENARD : Pierre Mendès-France : Bilan d'une impasse.
III Pierre LAMBERT : Problème de l'indépendance nationale en Afrique du Nord.
IV Pierre SCALI : Révolution et contre-révolution au Guatemala (première partie).
V Chroniques étrangères.
VI Jean CASSOU : La conscience ouvrière.

Correspondance, Administration, Rédaction « Cahiers Rouges », SPEL, 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris 1er. Le numéro : 120 fr. Abonnement un an (4 numéros) : 450 fr. C.C.P. Paris 6032-01.

DOS A DOS ET LA MAIN DANS LE SAC

A la suite des infâmes calomnies préférées contre les militants trotskystes par l'ex-préfet des CRS, Rix, le PCI a déposé une plainte en diffamation contre le sieur Rix. L'affaire suit son cours : nous exigerons que toute la lumière soit faite.

Mais un aspect des déclarations de Rix est assez inquiétant : M. Rix invoque en effet la caution du député PCF Gilles Gravoille et de la Fédération PCF de la Loire-Inférieure.

Les déclarations du PC et celles de l'UJRF sont plutôt contradictoires. Nous versons ces textes au dossier du procès. Les travailleurs jugeront.

« Mais j'affirme, j'ai la caution de M. Gilles Gravoille, j'ai la caution de la Fédération du P.C.F., ce sont des provocateurs qui ont tiré, des trotskistes si l'on veut... C'est l'un de ceux-là qui a tué Rigollet, par derrière... »

(M. Rix, ex-préfet de la Loire-Inf. dans sa lettre ouverte.)

« Alors que le cortège des manifestants se dirigeait vers la prison pour témoigner leur sympathie aux emprisonnés et exiger leur libération, un groupe d'éléments incontrôlables tenta d'enfoncer la porte... »

Communiqué de la Fédération de la Loire-Inférieure du PCF.

« Après que fut perpétré le meurtre de l'ouvrier de Nantes, quelques groupuscules trotskystes... s'attaquaient en ville à des vitrines d'armuriers. Les organisations ouvrières devaient dénoncer cette diversion misérable. »

Etienne FAJON, « Huma » du 20 août.

« Le patronat utilise les CRS du gouvernement. Les témoignages sont formels. C'est un gradé CRS qui a tiré au revolver ».

« L'Avant-Garde ». Edition spéciale nantaise (supplément au numéro 15).

« Les poings chargés de colère, les jeunes s'inclinent à la mémoire de Jean Rigollet, jeune maçon de 24 ans, tombé sous les balles des CRS. »

Michel PRODEAU, secrétaire fédéral de l'UJRF de Loire-Inférieure (dans « L'Avant-Garde »).

Numérisation CERMTRI

Les deux voies

A NANTES les métallos se sont unis sur un mot d'ordre simple et clair : 40 francs par heure minimum pour tous. Les patrons entendaient les mener en bateau, au cours d'interminables discussions. Les métallos allèrent les trouver tous ensemble. Incapables de faire face à cette unité, seul appui des forces de répression locale, les patrons cédèrent rapidement.

Mais immédiatement, le patronat français, le gouvernement volèrent à leur secours. Par milliers les C.R.S. furent envoyés de toutes les villes de France, occupèrent les usines, agressèrent les manifestations des ouvriers, assassinant l'un d'eux.

Ces faits, dans leur simplicité, sont éloquents.

L'unité se réalise facilement sur des revendications qui correspondent aux besoins des travailleurs. Les patrons ne peuvent faire échec aux luttes ouvrières qu'en utilisant leur unité et leurs forces répressives gouvernementales, contre les travailleurs d'une seule ville, d'un seul secteur de la classe ouvrière. Vaincre signifie donc : unir les travailleurs sur des revendications qui leur conviennent ; face à la mobilisation générale des forces de la bourgeoisie, mobilisation générale de la classe ouvrière ; ne pas limiter la lutte à une simple grève que les patrons laissent faire mais aller les chercher là où ils sont et leur imposer ce que nous voulons, aller trouver le gouvernement des patrons là où il est : à l'Hôtel Matignon.

Ces conclusions tout ouvrier est capable de les tirer. Ce n'est pas le cas de Frachon. Après Bothereau il s'adresse à M. Villiers. Le style est beaucoup plus prudent, le fond est le même. Dans un article intitulé « Négociations franches et loyales », il écrit : « Pour l'instant nous sommes face à face, les syndicats d'une part, les représentants des capitaux. Nos différents se règlent par des espèces d'armistices qu'on appelle conventions collectives, accords sur les salaires, accords sur les conditions de travail ou sur la durée du travail. » Et il propose comme base de « négociations franches et loyales » avec les patrons : 145 francs par heure comme minimum garanti, suppression des abattements de zones, « discussions dans toutes les industries et entreprises pour fixer les augmentations et les salaires réels ». On croit rêver.

Alors que les travailleurs de Nantes (et après eux ceux de multiples autres villes) réclament 40 francs par heure, soit 8.000 francs par mois, Frachon limite les revendications à environ 3.000 francs par mois à la base. Alors qu'une fois de plus la nécessité de la grève générale a été démontrée, qu'aux yeux de tous les travailleurs il est apparu clair comme le jour que la chance des patrons de résister est de grouper toutes leurs forces contre les travailleurs d'une seule ville, d'une seule corporation, Frachon offre à Villiers : discussions par entreprises, par corporations, des salaires.

Bothereau, dans sa fameuse lettre au C.N.P.F., écrivait : « Les responsables des différentes industries doivent conclure des accords contractuels... de telle sorte que la satisfaction des revendications épouse les états divers de prospérité des entreprises ». Frachon ne propose, en fait, rien d'autre.

Les travailleurs ne l'entendent pas ainsi. Ils savent que les « armistices » se traitent en fonction des rapports de forces. S'engager tous ensemble dans la lutte, en utilisant les méthodes d'action de Saint-Nazaire et de Nantes, c'est tenir à sa merci le patronat français et son gouvernement, c'est les contraindre à lâcher les 40 francs par heure, et plus encore, c'est être capable de les balayer purement et simplement.

Stéphane JUST.

M. Faure : non à votre guerre

(Suite de la première page.)

1°) Le Parti Communiste adresse une lettre de propositions d'unité au Parti Socialiste.

2°) Le Parti Socialiste refuse de répondre à la lettre du Parti Communiste.

3°) Le Parti Communiste fort de cette non réponse de celui à qui il s'est adressé considère l'action à entreprendre comme impossible et la s'arrêtent les tentatives du Parti Communiste pour essayer de mener une politique conforme aux intérêts ouvriers.

Peut-on croire que le simple refus du Parti Socialiste puisse empêcher toute action véritable contre l'envoi du contingent, contre l'appel des réservistes et plus généralement contre la guerre colonialiste ? Il n'en est rien.

Certes, un accord du Parti Socialiste sur les propositions d'action commune du PCF aurait un profond retentissement dans la classe ouvrière et faciliterait grandement la mobilisation de tous les travailleurs en élargissant considérablement la base et en permettant au départ de larges manifestations de masse. Mais le refus du Parti Socialiste n'empêche pas qu'aujourd'hui des centaines de milliers de travailleurs sont prêts dans une guerre qu'ils désapprouvent, pour des intérêts qui leur sont étrangers.

Des millions de salariés savent que cette guerre se fait sur leur dos avec leur argent pour le seul profit des grandes banques et des trusts. Des centaines de milliers d'ouvriers savent que les peuples d'Algérie et du Maroc n'ont pour tout objectif que leur liberté et leur indépendance. Cela n'est-il pas suffisant pour que dès maintenant commence une campagne d'agitation systématique, de mobilisation des travailleurs contre l'envoi du contingent, contre l'appel des réservistes, contre la guerre ? Oui, cela est largement suffisant. Les propositions d'action commune que peut faire le Parti Communiste au Parti Socialiste si elles n'étaient pas des vains mots devraient être suivies par des actions concrètes organisées par le Parti Communiste seul, puisque le Parti Socialiste ne veut pas se battre et c'est ainsi et seulement ainsi que les dirigeants du Parti Communiste pourraient espérer convaincre ou submerger les dirigeants socialistes qui ne veulent pas mobiliser la classe ouvrière ; mais il n'en est rien et ceci est dans l'ordre.

Plus peut-être que jamais dans le passé, dirigeants socialistes et dirigeants communistes ont aujourd'hui une politique commune : le maintien de l'ordre bourgeois. Or, plus que toute autre action, la lutte contre l'envoi du contingent, contre l'appel des réservistes et contre la guerre ne peut être que une lutte anti-capitaliste menée résolument avec détermination jusqu'à la victoire.

Les travailleurs ont d'ailleurs déjà en partie tiré les leçons du passé de cette politique de l'unité d'action qui n'en est pas une. A Nantes, à St-Nazaire, dans leurs luttes revendicatives, ils ont mené leurs luttes sans les et en permettant au départ de larges manifestations de masse. Mais le refus du Parti Socialiste n'empêche pas qu'aujourd'hui des centaines de milliers de travailleurs sont prêts dans une guerre qu'ils désapprouvent, pour des intérêts qui leur sont étrangers.

Dans une semblable situation, le rôle d'un parti se réclamant de la révolution socialiste n'est pas douteux. Il doit développer une stratégie et une tactique tendant à coordonner les luttes ouvrières, à les lier à la lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance, formuler le contenu profond de ces luttes, dégager l'objectif à atteindre : le gouvernement, le pouvoir bourgeois.

« NOTRE GOUVERNEMENT »

Ce n'est pas l'avis de Marcel Servin. Des luttes ouvrières, il y a encore nouvelles d'action ? De l'aspiration à la lutte générale ? Il ne voit rien d'autre que cette soi-disant leçon de la victoire de Saint-Nazaire : « La victoire de Saint-Nazaire est le résultat de plusieurs mois de lutte par atelier, par chantier, par corporation — soudeurs, toliers, etc. —, et ce dans diverses entreprises. » Les tâches des militants du PCF, les objectifs à atteindre ? Il les définit ainsi :

« Nos militants doivent se préoccuper de l'établissement des revendications par chaînes, par ateliers, par entreprise », et surtout ne pas faire comme « chez Renault où, sous prétexte de revenir au pouvoir d'achat de 38, sans des mots d'ordre mis en avant était 130 à 140 francs par heure d'augmentation pour un O.S. » ;

« Peser plus fort sur le gouvernement (celui d'Edgar Faure) pour que notre gouvernement (sic) soutienne à la Conférence des ministres des affaires étrangères, en octobre, une politique où les intérêts de la France prendront le pas sur ceux de Washington » ;

« Imposer que sans tarder on (le gouvernement Faure) entame des négociations loyales avec les représentants qualifiés du peuple marocain et du peuple algérien (lesquels ?), en vue de trouver aux questions pendantes (qu'en termes galants ces choses-là sont dites) un règlement satisfaisant les deux parties (une de ces parties étant forcément les représentants des colons).

C'est clair. Et le patronat ne s'y trompe pas. C'est encore *La Vie française* qui écrit : « Les ouvriers eux-mêmes ignorent leurs meneurs. Pour les communistes et la CGT, il s'agit... de reconquérir leur prestige (aux yeux de la bourgeoisie) par leur action médiatrice. » Ce que Frachon exprimait aussi dans son article « Négociations franches et loyales ». Ce que M. Rix avait déjà constaté dans sa fameuse lettre ouverte.

LES « AGITATEURS » SONT PARTOUT

En fait la politique des dirigeants du PCF et de la CGT pèse lourdement sur le développement des luttes de la classe ouvrière et sur le développement du Front Unique ouvrier. Servin continue à bavarder sur « la paupérisation absolue » en même temps qu'il condamne les « 130 ou 140 francs réclamés par les O.S. de chez Renault, sous prétexte de revenir au pouvoir d'achat de 38 ».

S'il parle beaucoup de l'unité d'action, il bafoue systématiquement les aspirations des travailleurs. Frachon a oublié, suivant sa propre formule : qu'il faut « convaincre ou submerger », et que pour « convaincre ou submerger », il faut partir de ce que veut l'ensemble des travailleurs. Aujourd'hui c'est résoudre de façon durable la question des salaires, ne pas laisser massacrer les jeunes du contingent pour les milliards des colons, pour ce agir : « partout comme à Nantes et partout en même temps », contre les patrons et le gouvernement. S'il ne l'avait pas « oublié », ce serait le moment de proposer aux autres organisations syndicales l'organisation en commun de cette lutte. De même les dirigeants du PCF proposeraient à ceux du PS le sourire actif, en commun, de cette lutte, et ils ouvriraient la perspective d'un gouvernement de Front Unique sur un programme de classe. Mais précisément de ce front unique ils ne veulent pas. Ils veulent : « peser plus fort sur le gouvernement ».

La contrepartie de cette politique est inévitablement la chasse aux trotskystes, aux « agitateurs », comme dit *La Vie française*. Le malheur pour les dirigeants du PCF comme pour les rédacteurs de *La Vie française* c'est que les « trotskystes », les « agitateurs » sont partout. Ce sont les « soudeurs, les tôliers de Saint-Nazaire, ceux qui, las de l'impuissance des grèves tournantes, prennent l'initiative de faire débrayer, manifester, tous les métallos ; ce sont les travailleurs qui voulaient délivrer les camarades de la prison de Nantes et qui firent face aux CRS ; ce sont ceux qui occupent la préfecture d'Albi ; ce sont ces receveurs et mécaniciens de la RATP qui prirent l'initiative de faire débrayer les autobus ; ce sont ces femmes qui ne veulent pas mourir pour le Glaoui, Boussac, Borgeaud, Blachette ; et parmi eux sont par milliers les militants du PCF, même s'ils croient être anti-trotskystes.

A l'assaut !...

CHOLET 30 AOUT

Les grévistes obligent les représentants patronaux à rester 15 heures de suite dans le palais de Justice.

Les patrons prétendaient rompre les pourparlers et se disent lassés. Plusieurs milliers de grévistes maintiennent le siège jusqu'à 3 heures du matin répondant ainsi à la provocation patronale et à celle du préfet qui faisait cantonner les CRS sur abords de la ville.

LE MANS 31 AOUT

Les ouvriers réclament 25 francs de l'heure d'augmentation. Les patrons leur proposent 2 francs. La réponse à cette provocation les grévistes qui occupaient en masse la chambre de commerce arrosent la délégation patronale avec une lance d'incendie.

... Peser plus fort sur le gouvernement

(Suite de la première page.)

que les forces d'ordre font défaut, et ils se disposent à en profiter ».

Dans une semblable situation, le rôle d'un parti se réclamant de la révolution socialiste n'est pas douteux. Il doit développer une stratégie et une tactique tendant à coordonner les luttes ouvrières, à les lier à la lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance, formuler le contenu profond de ces luttes, dégager l'objectif à atteindre : le gouvernement, le pouvoir bourgeois.

« NOTRE GOUVERNEMENT »

Ce n'est pas l'avis de Marcel Servin. Des luttes ouvrières ? De l'aspiration à la lutte générale ? Il ne voit rien d'autre que cette soi-disant leçon de la victoire de Saint-Nazaire : « La victoire de Saint-Nazaire est le résultat de plusieurs mois de lutte par atelier, par chantier, par corporation — soudeurs, toliers, etc. —, et ce dans diverses entreprises. » Les tâches des militants du PCF, les objectifs à atteindre ? Il les définit ainsi :

« Nos militants doivent se préoccuper de l'établissement des revendications par chaînes, par ateliers, par entreprise », et surtout ne pas faire comme « chez Renault où, sous prétexte de revenir au pouvoir d'achat de 38, sans des mots d'ordre mis en avant était 130 à 140 francs par heure d'augmentation pour un O.S. » ;

« Peser plus fort sur le gouvernement (celui d'Edgar Faure) pour que notre gouvernement (sic) soutienne à la Conférence des ministres des affaires étrangères, en octobre, une politique où les intérêts de la France prendront le pas sur ceux de Washington » ;

« Imposer que sans tarder on (le gouvernement Faure) entame des négociations loyales avec les représentants qualifiés du peuple marocain et du peuple algérien (lesquels ?), en vue de trouver aux questions pendantes (qu'en termes galants ces choses-là sont dites) un règlement satisfaisant les deux parties (une de ces parties étant forcément les représentants des colons).

C'est clair. Et le patronat ne s'y trompe pas. C'est encore *La Vie française* qui écrit : « Les ouvriers eux-mêmes ignorent leurs meneurs. Pour les communistes et la CGT, il s'agit... de reconquérir leur prestige (aux yeux de la bourgeoisie) par leur action médiatrice. » Ce que Frachon exprimait aussi dans son article « Négociations franches et loyales ». Ce que M. Rix avait déjà constaté dans sa fameuse lettre ouverte.

LES « AGITATEURS » SONT PARTOUT

En fait la politique des dirigeants du PCF et de la CGT pèse lourdement sur le développement des luttes de la classe ouvrière et sur le développement du Front Unique ouvrier. Servin continue à bavarder sur « la paupérisation absolue » en même temps qu'il condamne les « 130 ou 140 francs réclamés par les O.S. de chez Renault, sous prétexte de revenir au pouvoir d'achat de 38 ».

S'il parle beaucoup de l'unité d'action, il bafoue systématiquement les aspirations des travailleurs. Frachon a oublié, suivant sa propre formule : qu'il faut « convaincre ou submerger », et que pour « convaincre ou submerger », il faut partir de ce que veut l'ensemble des travailleurs. Aujourd'hui c'est résoudre de façon durable la question des salaires, ne pas laisser massacrer les jeunes du contingent pour les milliards des colons, pour ce agir : « partout comme à Nantes et partout en même temps », contre les patrons et le gouvernement. S'il ne l'avait pas « oublié », ce serait le moment de proposer aux autres organisations syndicales l'organisation en commun de cette lutte. De même les dirigeants du PCF proposeraient à ceux du PS le sourire actif, en commun, de cette lutte, et ils ouvriraient la perspective d'un gouvernement de Front Unique sur un programme de classe. Mais précisément de ce front unique ils ne veulent pas. Ils veulent : « peser plus fort sur le gouvernement ».

La contrepartie de cette politique est inévitablement la chasse aux trotskystes, aux « agitateurs », comme dit *La Vie française*. Le malheur pour les dirigeants du PCF comme pour les rédacteurs de *La Vie française* c'est que les « trotskystes », les « agitateurs » sont partout. Ce sont les « soudeurs, les tôliers de Saint-Nazaire, ceux qui, las de l'impuissance des grèves tournantes, prennent l'initiative de faire débrayer, manifester, tous les métallos ; ce sont les travailleurs qui voulaient délivrer les camarades de la prison de Nantes et qui firent face aux CRS ; ce sont ceux qui occupent la préfecture d'Albi ; ce sont ces receveurs et mécaniciens de la RATP qui prirent l'initiative de faire débrayer les autobus ; ce sont ces femmes qui ne veulent pas mourir pour le Glaoui, Boussac, Borgeaud, Blachette ; et parmi eux sont par milliers les militants du PCF, même s'ils croient être anti-trotskystes.

BERLIET : *Offensive patronale*

UNE éventuelle libération des échanges intéressant certains secteurs des Textiles et de l'Automobile fournit au patronat des branches « touchées », un excellent prétexte pour une fois de plus tenter d'intensifier la productivité. Aussi la direction des Etablissements Berliet à Lyon-Vénissieux, dans une circulaire apposée lundi, déclare-t-elle être amenée « à augmenter progressivement la production pour améliorer le prix de revient et affronter la concurrence internationale ».

DEUX POIDS, DEUX MESURES

« LA VERITE » se faisait il n'y a pas si longtemps l'écho d'informations financieres sur le bilan de Berliet. Il en ressortait qu'une répartition des bénéfices réalisés durant 1954 eût assuré à chacun 77.737 frs nets, c'est-à-dire après déduction des frais d'investissements, « réserves pour augmentation de capital », etc... Berliet veut maintenant aller encore plus loin, réaliser des projets encore plus importants : laissons parler la note patronale : « La production journalière fixée à 34 véhicules en septembre, augmentera d'une unité par mois jusqu'en mars 1956 et entraînera les augmentations suivantes des bases de calcul de la prime de production et de rendement P.P.R.

— pour 36 véhicules 13 % (soit plus 1 %) ;

— pour 39 véhicules 14 % (soit plus 2 %) ;

— pour 42 véhicules 15 % (soit plus 3 %).

Les bases de calcul de la prime exceptionnelle varieront comme celles de la P.P.R. »

Sachant que la prime de rendement atteint actuellement 12 % pour 34 véhicules sortis régulièrement, il apparaît que Berliet donnera royalement 3 % de plus... alors que la production sera supérieure de plus de 23 % (42 véhicules) à celle d'aujourd'hui. Gageons que « l'augmentation sensible des moyens de production » — dont parle par ailleurs la note patronale — a toutes les chances de se baser en bonne partie sur une utilisation toujours plus rationnelle des bras et des nerfs des travailleurs. 3 % d'une part, 23 % de l'autre : deux poids, deux mesures.

L'ACTION S'ORGANISE

Depuis le retour des congés une certaine agitation se développe dans les ateliers. Mais la préparation à une lutte prochaine reste des plus inégale suivant les secteurs de l'usine : là la direction « favorise » un département par rapport à un autre ; ailleurs, plus que quelques dizaines de syndiqués...

Les départements les plus combattifs parviendront-ils à entraîner dans l'action les 10.000 sujets du « Seigneur des poids lourds » ? A C.D.I. aux « Engrenages », l'on discute ferme. Les « Engrenages » se sont mis d'accord sur les revendications suivantes, et les ouvriers se sont prononcés pour un arrêt de travail de 1 h. à 24 h. :

— 3 semaines de congés payés ;

— 25 % d'augmentation pour le personnel horaire ;

— la minute payée 3 fr. pour tout le monde ;

— le manœuvre à 180 fr. (comme un O.S. qui livre à 60 minutes dans l'heure).

Les revendications se précisent et le mouvement s'organise. Beaucoup de travailleurs pensent pouvoir surmonter finalement hésitations et divisions, que la direction s'efforce d'entretenir en décrétant 3 échelons par catégorie professionnelle selon le barème suivant : P1A, ; P1B ; P1C ; etc... P1A : salaire actuel ; P1B : salaire actuel plus 3 % ; P1C : salaire actuel plus 6 %, etc... Soit 9 catégories d'ouvriers qualifiés !

Correspondant Villeurbanne.

La R.A.T.P. démarre

LA seule fois où on avait vu cela c'était en août 53. Sans mot d'ordre d'aucune direction syndicale, en quelques heures, tous les receveurs et machinistes de la RATP, débrayaient le mardi 30 août.

De quoi s'agissait-il ? La direction avait promis de payer depuis janvier 56 une prime de 676 francs par mois accordée depuis juillet, et elle ne tenait pas sa promesse. Des tracts distribués par la direction du syndicat CGT invitaient les receveurs et machinistes « à s'unir et à envoyer des délégations », au siège de la RATP. Les receveurs et machinistes ne l'ont pas entendu de cette oreille et ils ont débrayé.

Dès le premier jour la direction de la Régie reculait. Elle annonçait qu'elle paierait le rappel depuis avril, soit 2.000 francs. Mais receveurs et machinistes voulaient la capitulation totale de la direction. Ils refusèrent de reprendre le travail le lendemain. « Les dirigeants syndicaux semblaient vouloir nous faire avaler cette transaction. Mais nous les surveillons du coin de l'œil, et si... ça barderait », disait un machiniste.

Dès le lendemain, la lutte commença à être conduite plus rudement, des délégations furent envoyées Quai de la Rapée. Des CRS avaient été disposés devant les portes, et aux alentours du siège. Receveurs et machinistes se couchèrent sur la chaussée, obstruant la circulation, tant que les CRS ne furent pas retirés.

Le soir la direction acceptait de payer le rappel intégral de la prime, d'envisager une méthode permettant aux receveurs et machinistes de récupérer les journées de grève, et la revalorisation du points.

C'est la une éclatante victoire. La direction et le gouvernement ont eu peur. Peur que la grève des autobus ne fasse tache d'huile, peur que les méthodes de lutte deviennent de plus en plus poussées. Peur que nous ne pouvons nommer) les receveurs et machinistes avaient projeté de reprendre le travail le jeudi matin si la direction ne cédait pas, mais de descendre Quai de la Rapée, avec leurs autobus sur le coup de 9 heures, en entraînant, bien entendu, les autres dépôts.

CORRESPONDANT.

S.N.E.C.M.A. : Un début

VENDREDI dernier, à 15 heures, les travailleurs de la SNECMA, dans un mouvement unanime, débrayaient pour demander une entrevue à la direction du personnel dans le but d'obtenir satisfaction aux revendications déjà posées.

Pendant une heure les travailleurs manifestèrent devant les bureaux de la direction. Le directeur du personnel refusa systématiquement de recevoir les travailleurs prétextant que seuls les délégués dûment mandatés pouvaient être reçus.

Ce débrayage fait suite à une série de propositions formulées par les organisations syndicales. Plus particulièrement la CGT avait organisé dans le courant de la semaine une série de réunions par ateliers. Se centrant la Mécanique, la Chaudronnerie. Au cours de ces réunions les responsables syndicaux tentèrent de restreindre la discussion autour de la définition de revendications particulières. La discussion n'aboutit pas et pour cause. Comme le faisait remarquer un travailleur au cours de l'assemblée générale de la Mécanique : « Il y a longtemps que les revendications particulières sont définies, nous ne pouvons pas en inventer d'autres, ce qu'il faut, c'est agir », ce travailleur exprimait le sentiment de tous. Vendredi dernier quand tous les ouvriers se retrouvèrent dans l'assemblée sous les fenêtres de la direction, ils manifestèrent ainsi leur volonté de se battre non pour des revendications particulières mais pour des revendications générales.

Comme à Nantes, comme à St-Nazaire, ce que les travailleurs de la SNECMA veulent c'est une augmentation de 30 francs de l'heure pour tous, un salaire unique par catégorie. Comme à Nantes, comme à St-Nazaire, les travailleurs de la SNECMA savent bien qu'ils ne peuvent obtenir une telle revendication qu'en se battant tous ensemble.

Les organisations syndicales quelles qu'elles soient essaient d'éluder ces problèmes et veulent diriger les travailleurs vers des revendications particulières pour fragmenter les luttes, pour diviser le mouvement, pour faire en sorte que chacun se batte séparément. Cela ne marche pas.

Les travailleurs de la SNECMA Suresnes veulent se battre avec tous les travailleurs des autres SNECMA. Ils veulent se battre avec tous les travailleurs de Suresnes. La bataille aujourd'hui c'est la manifestation.

La rue doit être aux travailleurs.

Les travailleurs des entreprises de Suresnes obtiendront leurs revendications en allant à plusieurs milliers devant les directions de leur entreprise, en manifestant tous ensemble devant la mairie, comme l'ont fait les travailleurs de Nantes devant la Préfecture et le siège patronal, comme l'ont fait les travailleurs de Penhoët dans les bureaux de la direction.

Les discussions avec les patrons, c'est avant tout la force ouvrière qui se manifeste. Plus elle sera ample, plus elle sera forte, plus les patrons céderont.

Ce n'est pas par des palabres que les travailleurs de St-Nazaire ont arraché leur augmentation, pas plus que ceux de Nantes, leurs 40 francs.

(Extrait de « La Vérité SNECMA »)

Importantes grèves dans les ports hollandais

LES sol-disant syndicats libres de dockers avaient conclu un accord avec le patronat valable pour tous les ouvriers des ports. Mais les leaders des « syndicats libres » avaient seulement oublié de demander leur avis aux travailleurs dont organisés dans leurs syndicats — par exemple à Rotterdam, second port d'Europe.

Jamais les patrons n'avaient jusque-là connu en Hollande des circonstances analogues à celles qui durent affronter les patrons des ports de Rotterdam et d'Amsterdam. L'accord signé par les « syndicats libres » ne fut pas approuvé par l'organisation indépendante de Rotterdam. Elle organisa une grève de vingt-quatre heures. Des milliers de dockers suivirent cet ordre. C'était un rude camouflet à la face des patrons et en même temps des bureaucrates dirigeants des « syndicats libres ».

En prolongement de la grève de Rotterdam, les dockers d'Amsterdam entrèrent en action. Une petite minorité de stalinien réussit à déclencher une grève de vingt-quatre heures, manifestant ainsi la profondeur du mécontentement suscité par l'accord signé. Une démonstration de rues eut lieu, les dockers marchant vers le bureau des « syndicats libres ». La police intervint pour disperser avec toutes les armes dont elle dispose, les grévistes dont certains furent grièvement blessés.

A Rotterdam, où la grève était achevée, le syndicat indépendant donna l'ordre d'arrêter le travail une heure en apprenant ces événements. Cette « grève-surprise » provoque en premier lieu de part des patrons, le lock-out de trois mille ouvriers. Quelques jours après, la mesure devait être rapportée en raison du travail urgent sur le port. Mais les patrons, au lieu de fournir cette explication, dirent qu'ils ne voulaient pas faire d'innocentes victimes ! Les hypocrites jouaient les bienfaiteurs !

(De notre correspondant particulier à Rotterdam, Th. Van der Wal.)

U. S. A. : Que devient " la chasse aux sorcières " ?

La « chasse aux sorcières » anti-rouge continue aux Etats-Unis. Des comités et sous-comités parlementaires persécutent par exemple des fonctionnaires qui appartenaient au Parti communiste avant 1942; et le président du « New York Times », journal numéro un de la bourgeoisie américaine, renvoie promptement un employé qui était stalinien il y a treize ou quinze ans. On poursuit également des acteurs accusés d'avoir « imprégné » la vie théâtrale de New-York pour le compte du P. C. Tous les acteurs en question sauf un ont cependant refusé de répondre aux inquisiteurs et de dénoncer leurs collègues, tandis qu'il n'y a pas si longtemps, des occasions pareilles produisaient généralement une série d'aveux, des déclarations de regret et des dénonciations d'anciens camarades. Ce changement est-il dû à une simple lassitude ou à un climat politique différent ?

Il semble bien que les 22 acteurs se rendent compte que malgré la continuation de la chasse aux sorcières, l'hystérie anti-rouge a dépassé son point culminant, pour longtemps au moins, avec la défaite du sénateur McCarthy. Il est vrai qu'une crise économique et sociale pourrait peut-être pousser la bourgeoisie à renforcer de nouveau la position du fasciste du Wisconsin; mais à présent, une situation économique relativement favorable (la part l'énorme dette nationale), la pression des alliés d'Europe occidentale et la tentative d'une co-existence pacifique provoisoire avec l'URSS et même avec la Chine ont diminué fortement l'influence de l'aspirant-dictateur et le prestige de tous les chasseurs de rouges « réactionnaires et démocrates. L'hystérie anti-rouge, produite de l'agitation systématique du gouvernement, des politiciens, de la presse et des autres porte-parole du capitalisme américain ne peut plus, devait ou être le prélude à une trotskisme guerre mondiale ou se terminer par un reflux. La guerre n'a pas éclaté, la tendance est actuellement à un compromis avec les Etats-Unis capitalistes; et dans ces conditions, le reflux devient inévitable. La chasse aux sorcières continue certes, mais ses victimes reprennent courage.

Durant plusieurs années, le gouvernement s'était réservé le droit de refuser des passeports à des personnes après à critiquer publiquement la politique américaine lors de leur séjour à l'étranger. C'était là une violation du droit démocratique de voyager librement et de la liberté de parola. Or, il y a quelque mois, la cour fédérale a décidé que même les citoyens qui ne peuvent pas devenir fonctionnaires à cause de leurs idées « subversives » ont droit à un passeport — un poste de fonctionnaire étant, d'après les autorités judiciaires fédérales, un privilège; tandis que les voyages à l'étranger constituent un droit du citoyen américain. Ainsi, John Foster-Dulles a dû faire remettre des passeports au docteur Nathan, ami et exécuteur testamentaire d'Albert Einstein, et à Max Shachtman, chef du groupe socialiste I.R.I. En outre, le gouvernement a fini par perdre les procès anti-rouges qu'il avait intentés au « syndicat » Harry Bridge, de San-Francisco, et au professeur Lattimore.

D'un autre côté, il y a plusieurs « subversifs » (comme le chanteur stalinien Paul Robeson) qui ne reçoivent pas encore un passeport pour tous les pays qu'ils voudraient visiter, tout en le recevant déjà pour certains Etats étrangers. Et lorsque Shachtman demanda une enquête judiciaire concernant la nature prétendument « subversive » de son organisation (anti-stalinienne) afin de réfuter cette accusation gouvernementale, cette enquête débuta d'une manière tellement peu correcte, contraire aux règles du droit anglo-américain, que maître Rauh, avocat du I.S.L., formula une protestation au ministre de la Justice Herbert Brownell et obtint un ajournement de la procédure. Un autre fait illustrant les mesures que les chasseurs de sorcières opposent toujours aux organisations dites subversives, c'est la tentative de détruire le syndicat (indépendant) des ouvriers mineurs, métallos et des Fonderies (UAMMSWA), accusé de menées communistes, syndicat qui a brisé le front unique des firmes du cuivre, leur arrachant des augmentations de salaires après une grève en juillet.

La campagne anti-rouge continue donc avec son mépris impudent de la Constitution. Mais depuis la défaite de McCarthy et depuis les aveux réellement spontanés de plusieurs exagents du F.B.I. qui ont raconté comment ils avaient fabriqué de témoins parjures aux procès anti-communistes du gouvernement, elle a perdu une partie de son dynamisme et rencontre une résistance plus forte, surtout parmi les juges et les intellectuels, tandis que Reuther, Meany et les autres bureaucrates syndicaux se taisent. La situation est devenue plus favorable à la défense des libertés civiques et constitutionnelles, et le SWP (Trotskystes) qui a été actif dans cette lutte depuis le début même de cette « chasse aux sorcières, réclame que le mouvement syndical tout entier s'y engage enfin avec ses 15 millions de membres.

Ralph CARLTON.

Vague de grèves...

(Suite de la première page.)

Allemagne. Une grève déclenchée sans l'appui du syndicat est considérée comme illégale. C'est-à-dire que tout ouvrier participant peut être renvoyé, que les jours de grève n'ont pas à être payés...

En même temps qu'à Hambourg, à Cassel, les mille métallurgistes se mettaient en grève, et aussi contre l'avis de leurs syndicats. Ils ont repris aujourd'hui le travail, les employeurs ayant promis de négocier et accepté de payer les jours de grève. Par ailleurs, d'autres mouvements se dessinent. A Kiel, les 11.000 travailleurs des chantiers navals ont déposé leurs cahiers de revendications, dans la Ruhr, il y a quelques jours, 80 % des ouvriers ont refusé de descendre dans un puits, « les conditions de travail étant impossibles. »

Le gouvernement allemand essaye de faire croire que c'est un « coup de Moscou » mais la journal « L'Information », dont le correspondant n'est pas suspect de sympathies pour les grévistes, constate dans son numéro du 28 août « que l'influence communiste ne suffit donc pas à expliquer que la presque totalité des usines Henschel ont débrayé, et que 70 % des chantiers navals à Hamburg soient paralysés ».

Non, les ouvriers allemands, pas plus que ceux de Nantes n'ont eu à recevoir des ordres. Et c'est là l'un des traits communs des luttes ouvrières actuellement menées en Europe. Elles se déroulent malgré, et souvent contre la bureaucratie syndicale, elles sèment la panique parmi ceux qui espéraient pouvoir contrôler la classe ouvrière.

Une plaquette de D. Guérin

M. Jean-Paul Sartre, sur le tard, s'est pris d'un violent amour pour la bureaucratie du Kremlin.

Se félicitant un article de Daniel Guérin pour le numéro spécial des « Temps Modernes » sur la Gauche, il refuse de le publier. Pourquoi ? Parce que l'indépendance de pensée de Daniel Guérin, ne fut pas « oubliée », ce serait le moment de proposer aux autres organisations syndicales l'organisation en commun de cette lutte. De même les dirigeants du PCF proposeraient à ceux du PS le sourire actif, en commun, de cette lutte, et ils ouvriraient la perspective d'un gouvernement de Front Unique sur un programme de classe. Mais précisément de ce front unique ils ne veulent pas. Ils veulent : « peser plus fort sur le gouvernement ».

La contrepartie de cette politique est inévitablement la chasse aux trotskystes, aux « agitateurs », comme dit *La Vie française*. Le malheur pour les dirigeants du PCF comme pour les rédacteurs de *La Vie française* c'est que les « trotskystes », les « agitateurs » sont partout. Ce sont les « soudeurs, les tôliers de Saint-Nazaire, ceux qui, las de l'impuissance des grèves tournantes, prennent l'initiative de faire débrayer, manifester, tous les métallos ; ce sont les travailleurs qui voulaient délivrer les camarades de la prison de Nantes et qui firent face aux CRS ; ce sont ceux qui occupent la préfecture d'Albi ; ce sont ces receveurs et mécaniciens de la RATP qui prirent l'initiative de faire débrayer les autobus ; ce sont ces femmes qui ne veulent pas mourir pour le Glaoui, Boussac, Borgeaud, Blachette ; et parmi eux sont par milliers les militants du PCF, même s'ils croient être anti-trotskystes.

Liberté pour le peuple algérien

ON peut estimer que telle ou telle solution est possible, raisonnable ou souhaitable pour l'Algérie. Quelles que soient ces opinions divergentes, il est un point sur lequel tous les démocrates, tous les militants ouvriers, simplement tous les hommes épris de liberté et de justice peuvent s'entendre : c'est en ce qui concerne le respect de la justice et de la liberté humaine en Algérie.

Depuis le 1er novembre 1954, les autorités policières, militaires et judiciaires d'Algérie ont multiplié les arrestations, emprisonnement et jugements de militants nationalistes dont le seul crime était d'avoir fait partie du MTLD, aujourd'hui dissous, mais ce, AVANT sa dissolution.

Des centaines de prisonniers, aujourd'hui dans les prisons, certainement ont subi d'atroces tortures ; quelques-uns ont comparu devant des juges militaires et leur sort fait des exemples : ainsi Ben Boulaid et Benmhidi ont condamnés à mort par le tribunal militaire de Constantine dans des conditions si odieuses que la cour de Cassation a cassé ce jugement.

Depuis, des dizaines d'autres militants ont été condamnés à mort, jusqu'à présent aucune sentence n'a encore, semble-t-il été exécutée. Mais il n'est que trop vrai que la horde grandissante d'une poignée de gros colons fauve par vaincre les fragiles obstacles qui s'opposent encore au déferlement de la haine raciale.

De l'ensemble du peuple français doit monter la protestation unanime de tous ceux pour qui le mot justice a encore un sens, de tous ceux qui refusent qu'un nouveau fleuve de sang vienne creuser, agrandir la haine.

Un large mouvement d'opinion s'est levé contre la sinistre parodie du procès Ben Boulaid. Il doit se poursuivre et s'amplifier :

— pour empêcher l'exécution des condamnés à mort ;

— pour mettre fin aux « procès à l'algérienne » ;

— pour le rétablissement des garanties individuelles et des libertés démocratiques essentielles en Algérie.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le gérant : RENARD.

Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saulnier - PARIS-9.